|  |  |
| --- | --- |
| **Assemblée mondiale de normalisation  des télécommunications (AMNT-20) Genève, 1er-9 mars 2022** |  |
|  |  |
|  |  |
| **SÉANCE PLÉNIÈRE** | Addendum 11 au Document 39-F |
|  | **24 mars 2021** |
|  | **Original: anglais** |
|  | |
| États Membres de la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL) | |
| Proposition de modification de la Résolution 20 | |
|  | |
|  | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Résumé:** | La Résolution 20 (Rév.Hammamet, 2016) porte sur les procédures d'attribution et de gestion des ressources internationales NNAI pour les télécommunications. Les modifications que la CITEL propose d'apporter à cette Résolution comprennent la suppression des références à l'utilisation abusive des ressources NNAI et la modification du champ d'application pour le limiter aux "réseaux futurs". |

Introduction

La Conférence de plénipotentiaires de 2018 a reconnu la nécessité de rationaliser les résolutions. La Résolution 61 (Rév.Dubaï, 2012) de l'AMNT et la Résolution 190 (Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires couvrent de manière suffisante "l'utilisation abusive" et il est redondant de continuer à traiter cette question dans la Résolution 20. De plus, l'utilisation de la terminologie "réseaux futurs" plutôt que réseaux de prochaine génération (NGN) et réseaux utilisant le protocole Internet (IP) offre davantage de cohérence avec les sujets d'étude traités au sein de la Commission d'études 13.

Proposition

Modifier la Résolution 20 en y apportant des légères modifications de forme afin d'éviter les doublons et d'aligner la terminologie sur celle utilisée à l'UIT-T.

MOD IAP/39A11/1

RÉSOLUTION 20 (Rév.Genève, 2022)

Procédures d'attribution et de gestion des ressources internationales  
de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification   
pour les télécommunications

(Helsinki, 1993; Genève, 1996; Montréal, 2000; Florianópolis, 2004;   
Johannesburg, 2008; Dubaï, 2012; Hammamet, 2016; Genève, 2022)

L'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (Genève, 2022),

reconnaissant

*a)* les règles pertinentes du Règlement des télécommunications internationales (RTI) concernant l'intégrité et l'utilisation des ressources de numérotage et de l'identification de la ligne appelante;

*b)* les instructions données dans les Résolutions adoptées par les Conférences de plénipotentiaires concernant la stabilité des plans de numérotage et d'identification, en particulier les plans UIT‑T E.164 et UIT‑T E.212, et notamment dans la Résolution 133 (Rév. Busan, 2014), par laquelle la Conférence de plénipotentiaires a décidé de charger le Secrétaire général et les directeurs des Bureaux: "de prendre les mesures nécessaires pour assurer la souveraineté des États Membres de l'UIT en ce qui concerne les plans de numérotage prévus dans la Recommandation UIT-T E.164, quelle que soit l'application dans laquelle ces plans sont utilisés";

*c)* la Résolution 49 (Rév.Hammamet, 2016) de la présente Assemblée relative au système UNUM,

notant

*a)* que les procédures régissant l'attribution et la gestion des ressources internationales de numérotage, de nommage, d'adressage et d'identification (NNAI) pour les télécommunications et des indicatifs connexes (par exemple, nouveaux indicatifs de pays pour la téléphonie, codes télex de destination, codes de réseau/zone de signalisation, indicatifs de pays pour la transmission de données, indicatifs de pays pour les services mobiles, identification), y compris le système ENUM, font l'objet des Recommandations pertinentes des séries UIT-T E, UIT-T F, UIT-T Q et UIT-T X;

*b)* que les principes relatifs aux futurs plans NNAI pour les nouveaux services ou les nouvelles applications et les procédures correspondantes d'attribution des ressources NNAI pour répondre aux besoins de télécommunications internationales seront étudiés conformément à la présente Résolution et au programme de travail approuvé par la présente Assemblée pour les commissions d'études du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT‑T);

*c)* le déploiement actuel des réseaux futurs;

*d)* que plusieurs ressources internationales NNAI pour les télécommunications sont mises au point et actualisées par des Commissions d'études de l'UIT-T et sont largement utilisées;

*e)* que les autorités nationales responsables de l'attribution des ressources NNAI, y compris les codes de réseau/zone de signalisation (Recommandation UIT-T Q.708) et les indicatifs de pays pour la transmission de données (Recommandation UIT-T X.121), participent normalement aux travaux de la Commission d'études 2 de l'UIT-T;

*f)* qu'il est dans l'intérêt commun des États Membres et des Membres du Secteur de l'UIT‑T que les Recommandations et les lignes directrices applicables aux ressources internationales NNAI pour les télécommunications:

i) soient connues, reconnues et appliquées par tous;

ii) soient utilisées pour instaurer et entretenir la confiance de tous dans les services concernés;

iii) traitent de la prévention de l'utilisation abusive de ces ressources;

*g)* les articles 14 et 15 de la Convention de l'UIT relatifs respectivement aux activités des Commissions d'études de l'UIT-T et aux responsabilités du Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB),

considérant

*a)* que l'attribution des ressources internationales NNAI pour les télécommunications relève du Directeur du TSB et des administrations compétentes;

*b)* l'évolution des services de télécommunication,

décide de charger

1 le Directeur du TSB, avant d'attribuer, de réattribuer ou de retirer des ressources internationales NNAI pour les télécommunications, de consulter:

i) le président de la Commission d'études 2, en liaison avec les présidents des autres commissions d'études compétentes ou, si nécessaire, le représentant délégué par le président, afin de répondre aux exigences indiquées dans les Recommandations UIT-T pertinentes; et

ii) la ou les administrations compétentes; et/ou

iii) le requérant ou le bénéficiaire autorisé lorsqu'une communication directe avec le TSB est nécessaire afin de s'acquitter de ses responsabilités.

Dans ses délibérations et consultations, le Directeur tiendra compte des principes généraux régissant l'attribution des ressources NNAI ainsi que des dispositions des Recommandations pertinentes des séries UIT‑T E, UIT-T F, UIT-T Q et UIT-T X et de celles qui seront adoptées ultérieurement;

2 la Commission d'études 2, en liaison avec les autres commissions d'études compétentes, de fournir au Directeur du TSB des avis sur les aspects techniques, fonctionnels et opérationnels de l'attribution, de la réattribution et/ou du retrait de ressources internationales NNAI pour les télécommunications conformément aux Recommandations pertinentes, en prenant en compte les résultats des études en cours;

3 le Directeur du TSB de prendre les mesures et dispositions appropriées lorsque la Commission d'études 2, en liaison avec les autres commissions d'études compétentes, aura donné des renseignements, des avis et des conseils conformément au point 2 ci-dessus du *décide de* *charger*;

4 la Commission d'études 2 de continuer d'étudier les mesures nécessaires pour veiller à ce que la souveraineté des États Membres de l'UIT, en ce qui concerne les plans NNAI pour les indicatifs de pays, y compris le protocole ENUM, soit pleinement respectée, conformément aux dispositions de la Recommandation UIT-T E.164 et des autres Recommandations et procédures pertinentes.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_